

Le confinement catastrophique en Inde punit les pauvres tout en sapant les efforts pour arrêter la propagation du coronavirus

Par [Wasantha Rupasinghe](#)

Mondialisation.ca, 31 mars 2020
[wsws.org](#) 30 mars 2020

Région : [Asie](#)

Thème: [Pauvreté et inégalités sociales](#),
[Science et médecine](#)
Analyses: [COVID-19](#)

Le confinement soudain et désorganisé de trois semaines à l'échelle nationale annoncé par le Premier ministre indien Narendra Modi à partir du 24 mars à minuit cause d'immenses difficultés, en particulier pour des centaines de millions de travailleurs et de travailleurs agricoles, sapant manifestement les efforts visant à stopper la propagation du coronavirus mortel.

Pendant des semaines, les autorités indiennes, dont Modi lui-même, se sont vantées que l'Inde contrôlait fermement la pandémie de coronavirus. Elles ont fondé cette affirmation sur le nombre relativement faible de cas confirmés de COVID-19, ignorant allègrement les experts médicaux qui ont averti que le faible taux d'infection était selon toute probabilité une fonction du petit nombre de tests réalisés.

Mardi soir dernier, Modi et son gouvernement du Parti Bharatiya Janata (BJP) ont brusquement changé leur fusil d'épaule. Après avoir perdu deux mois précieux, au cours desquels ils ont concentré leurs efforts anti-coronavirus de l'Inde presque entièrement sur l'interdiction de voyageurs provenant de l'étranger, Modi a annoncé un confinement sans précédent.



*Travailleurs migrants
avec leurs familles*

Affirmant que si des mesures radicales n'étaient pas prises pour «briser la chaîne de l'infection», beaucoup de gens mourraient, le Premier ministre a ordonné à la quasi-totalité du 1,37 milliard d'habitants de l'Inde de rester chez eux pendant les 21 prochains jours. Dans un acte de négligence criminelle, il l'a fait sans expliquer comment les gens, dans les zones rurales et dans de nombreux bidonvilles urbains, auraient accès à la nourriture et à l'eau - et encore moins avec quoi ils pourraient les acheter, s'ils ne pouvaient pas travailler.

Le résultat a été le chaos, y compris de grands mouvements désorganisés de population, ouvrant des conditions propices à la propagation rapide des cas de COVID-19, à la fois en nombre et géographiquement, des zones urbaines aux zones rurales de l'Inde.

Alors que le gouvernement n'a donné aux gens que quelques heures pour se procurer de la nourriture, des médicaments et d'autres articles essentiels avant que le confinement ne prenne pleinement effet, des millions de personnes se sont précipitées dans les magasins de détail et les marchés.

Bien que le gouvernement ait affirmé au départ que l'approvisionnement de biens ne serait pas interrompu, les magasins de nombreuses villes étaient à court d'articles essentiels ou ils étaient rapidement épuisés. Dans de nombreuses villes et villages, les livraisons en ligne promises ne fonctionnaient pas. Il a été plusieurs fois signalé que la police avait empêché des camions transportant de la nourriture et d'autres fournitures essentielles de franchir les frontières des provinces. Même les fabricants d'équipements médicaux nécessaires pour lutter contre le virus ont déclaré qu'ils avaient du mal à obtenir des matières premières et qu'on empêchait certains de leurs employés de se présenter au travail.

Un triste spectacle se déroule parmi les millions de travailleurs migrants qui, ayant perdu leur emploi et sans épargne, se sont lancés sur les routes pour parcourir des centaines de kilomètres à pied jusqu'à leur village natal, trainant leurs enfants et leurs maigres possessions. Ils marchent parce que le gouvernement a fermé tous les transports publics, y compris les trains.

Beaucoup de migrants se trouvent dans des circonstances misérables, certains ayant été contraints de partir sans percevoir d'arriérés de salaire. Selon la presse, au moins 22 travailleurs migrants sont morts sur la route de retour. Il s'agit notamment de Ranveer Singh, 38 ans, décédé samedi d'une crise cardiaque sur l'autoroute Delhi-Agra. Il avait déjà parcouru 200 km de la capitale nationale vers son village du district de Morena au Madhya Pradesh. Quatre autres travailleurs migrants, qui rentraient chez eux après avoir perdu leur emploi, ont été écrasés à mort et trois autres blessés samedi, lorsqu'un camion à grande allure les a renversés dans le village de Bharol à Vinar sur la route Mumbai-Ahmedabad.

Sur fond d'une colère populaire grandissante face à l'inaction et à l'indifférence insensée du gouvernement, le gouvernement du BJP dans l'Uttar Pradesh a annoncé samedi qu'il organiserait des milliers de bus pour transporter les travailleurs migrants retenus aux frontières de la province la plus peuplée du pays. Toujours à cause d'un manque total de prévoyance, la politique de «distanciation sociale» du gouvernement s'est effondrée alors que plus de 100.000 travailleurs migrants se bousculaient les uns contre les autres alors qu'ils cherchaient à monter à bord des bus.

Les gros titres des médias ont donné une idée de la catastrophe sociale qui sévit actuellement à travers le pays. «Lors du confinement pour le Covid-19, de nombreux pauvres et sans-abri de Delhi sont contraints de mourir de faim» (*The Print*, 27 mars); «Pas

la Chine, pas l'Italie: le confinement en Inde pour le Covid-19 est le plus dur au monde – la plus grande migration humaine à pied depuis la *Partition* [de 1947]» (*Scroll.In*, 29 mars); « La police de Mumbai a ouvert 2 camions-conteneurs pour y découvrir plus de 300 travailleurs migrants» (*NDTV*, 26 mars); «'La faim peut nous tuer avant le virus': les travailleurs migrants en marche pendant le confinement» (*The Wire*, 27 mars).

Cette catastrophe est d'autant plus amère que le confinement désorganisé et mal conçu contribue sans aucun doute à propager le virus parce que les infrastructures de santé publique délabrées et inexistantes de l'Inde, la pauvreté désespérée et la forte densité de population menacent de causer une perte catastrophique de vies, se chiffrant par millions.

Deux jours après que Modi a ordonné le confinement, la ministre des Finances, Nirmala Seetharamanan, a annoncé un ensemble de mesures de secours de 1700 milliards de roupies (22,5 milliards de dollars), soit seulement 0,8 pour cent du PIB de l'Inde. En termes par habitant, cela représente environ 16 \$ par personne.

Mais même cette maigre somme est en grande partie un écran de fumée. Une tribune libre de NDTV du 27 mars cite une analyse de la firme de recherche CLSA qui montre que l'argent du gouvernement fédéral ne fournit que 400 à 500 milliards de roupies d'argent frais (moins d'un tiers de la somme totale). «Le reste proviendra des gouvernements des provinces ou du rééchelonnement des allocations déjà existantes.»

Entre temps, à la demande pressante du gouvernement, la Reserve Bank of India a pris des mesures pour injecter 3.700 milliards de roupies (49,4 milliards de dollars) dans les marchés financiers du pays afin de stimuler les fortunes des capitaux indiens et étrangers.

Seetharamanan a affirmé que les mesures de secours dérisoires signifient que «Personne n'aura faim» – dans un pays où le gouvernement a récemment reconnu que plus de 90 pour cent des enfants de moins de cinq ans sont sous-alimentés.

La ministre des Finances du BJP a affirmé que grâce aux mesures du gouvernement, 800 millions de personnes recevront 5 kg de riz ou de blé gratuitement pendant les trois prochains mois, «en plus des 5 kg qu'ils reçoivent déjà», ainsi que «1 kg de légumes secs». Elle a ajouté que «les détenteurs de cartes de rationnement peuvent se procurer les céréales alimentaires et les légumineuses du système de distribution public (PDS) en deux temps».

Mais la déclaration de Seetharamanan a mis un très grand point d'interrogation quant à savoir si même ce maigre soutien atteindra en fait la plupart des 800 millions de pauvres, car, selon des informations, il n'y a que 230 millions de détenteurs de cartes de rationnement. De nombreux travailleurs migrants ne peuvent pas accéder au système PDS, qui est rattaché au lieu de résidence de leur famille.

Dans le cadre du «programme de secours» du gouvernement, elle a annoncé que des centaines de millions d'agriculteurs recevraient immédiatement 2.000 roupies (26,65 dollars) par le biais d'un «transfert direct en espèces» dans le cadre du programme PM Kissan Yojana existant dans la première semaine d'avril. Cependant, de nombreux commentateurs ont souligné qu'il s'agissait en fait de la première tranche d'un programme annoncé juste avant les élections de 2019. Soulignant l'attitude méprisante du gouvernement Modi envers les pauvres des campagnes, la mesure prévoyait également une pitoyable augmentation de 20 roupies sur le salaire journalier versé aux personnes

employées dans le cadre du régime MGNREG de l'État, qui promet de fournir 100 jours de travail manuel au salaire minimum à un membre de chaque famille rurale qui le demande.

Seetharamanan a également déclaré que le gouvernement fournirait une couverture d'assurance médicale pouvant aller jusqu'à cinq millions de roupies (66.796 dollars) à tous les travailleurs de la santé. Il s'agit d'une tentative de dissimuler et de «compenser» financièrement l'échec criminel du gouvernement Modi à fournir un équipement de protection de base aux travailleurs de la santé en première ligne de la lutte contre le COVID-19. Reuters a rapporté qu'un document interne de quatre pages daté du 27 mars de l'agence Invest India notait que l'Inde avait besoin d'au moins 38 millions de masques et de 6,2 millions d'équipements de protection individuelle (EPI) pour faire face à la propagation du coronavirus. Cependant, la quantité de masques disponibles auprès des entreprises étudiées n'était que de 9,1 millions, tandis que le nombre de combinaisons corporelles en EPI était inférieur à 800.000.

De façon effrayante, le document Invest India concernait les besoins de seulement sept des 36 provinces et territoires fédéraux du pays, «ce qui signifie que la demande totale de tels équipements requis pourrait être beaucoup plus élevée».

Dimanche, le nombre total de cas de COVID-19 en Inde a dépassé 1.000 et le nombre de morts est passé à 27.

Wasantha Rupasinge

Article paru en anglais, WSWs, le 30 mars 2020

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)
Copyright © [Wasantha Rupasinghe](http://www.wasantha.com), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2020

Articles Par : [Wasantha
Rupasinghe](http://www.wasantha.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca